



Une renaissance industrielle sans l'international ?

La quatrième conférence du cycle « Penser notre renaissance industrielle » interroge la place de l'international dans la réindustrialisation française, dans un contexte de remise en cause profonde des règles du commerce mondial. Entre tensions géopolitiques, fragilisation du multilatéralisme et retour des logiques de puissance, la question posée est volontairement provocatrice : peut-on penser une renaissance industrielle sans l'international ? Cette conférence s'est appuyée sur les regards croisés de trois grands témoins : Natacha Polony, éditorialiste, Hervé Morin, ancien ministre et président de la région Normandie et Frédéric Coirier, dirigeant du groupe industriel Poujoulat et président du mouvement des ETI. Dès l'ouverture, les animateurs rappellent que la mondialisation est à la fois un fait et un cadre contraint, générant une tension croissante entre ouverture économique et souveraineté productive.

« La mondialisation est un fait, elle n'est pas un choix idéologique »

Les premiers éléments de cadrage montrent que l'internationalisation de la France est une réalité multiple, qui ne se limite pas aux seuls échanges commerciaux. Les flux humains, scientifiques, numériques et financiers témoignent d'un pays fortement connecté au reste du monde. Plus de 60 % des publications scientifiques françaises sont réalisées en coopération internationale, et la France dispose d'infrastructures numériques et logistiques de premier plan. Pourtant, cette ouverture ne se traduit pas par un renforcement équivalent de la base industrielle. La perte continue de parts de marché à l'export et la dépendance à des groupes sous contrôle étranger alimentent un sentiment de fragilité.

L'analyse de la désindustrialisation française met en évidence une accumulation de choix structurels opérés sur plusieurs décennies. Loin d'une cause unique, la situation actuelle résulte d'un faisceau de facteurs culturels, idéologiques et économiques. La désindustrialisation a longtemps été perçue comme une modernisation inévitable, au profit d'une économie de services. À cela se sont ajoutés des choix monétaires et européens qui ont accentué les déséquilibres.

Les témoignages territoriaux illustrent toutefois que la réindustrialisation reste possible lorsque certaines conditions sont réunies. L'attractivité d'un territoire repose sur la qualité de ses écosystèmes : partenaires industriels, infrastructures, formation, recherche et accès à une énergie décarbonée et compétitive. Les décisions d'implantation ne se jouent pas uniquement sur le coût du travail, mais sur la capacité à inscrire un projet industriel dans la durée. « Un industriel cherche d'abord un écosystème avant de chercher une subvention », rappelle un élu local, insistant sur l'importance de la cohérence territoriale.

Du point de vue des entreprises, et notamment des entreprises de taille intermédiaire, l'international apparaît comme une condition incontournable de développement. Produisant majoritairement en France tout en exportant massivement, ces entreprises incarnent un modèle industriel créateur de valeur et d'emplois. Elles rappellent que produire sur le sol national génère bien davantage de richesse que l'importation. Pourtant, cette capacité à produire se heurte à des obstacles persistants : fiscalité de production élevée, instabilité normative, lourdeurs administratives et manque de visibilité à long terme.

« Quand on fabrique en France, on crée deux à trois fois plus de valeur que quand on importe »

Les échanges convergent vers un constat partagé : la réindustrialisation ne pourra réussir sans un changement profond de cadre et d'état d'esprit. L'énergie, la formation, la recherche et le financement de long terme apparaissent comme des piliers structurants. La capacité à flécher l'épargne vers l'industrie et à sécuriser les centres de décision est jugée décisive. À l'échelle européenne, les intervenants appellent à dépasser une vision centrée exclusivement sur le consommateur et la concurrence.

« L'Europe s'est pensée comme un continent de consommateurs, pas comme un continent de producteurs »

Au-delà des aspects économiques, la conférence met en lumière une dimension plus politique et presque philosophique de la réindustrialisation. Produire, transformer la matière, maîtriser des savoir-faire industriels, relève d'un choix de société. Renoncer à l'industrie, c'est accepter une dépendance accrue et une perte de liberté collective.

« produire est l'essence même de l'humanité. Agir sur le monde, agir sur la matière et utiliser les connaissances et les capacités qu'on a pour inventer et pour transformer. Si on délègue ça à autrui, cela veut dire qu'on renonce en fait à participer à l'avenir de l'humanité. »

En conclusion, la renaissance industrielle française ne pourra se faire sans une lucidité totale sur les rapports de force internationaux. Elle impose de réaligner la fiscalité sur la moyenne européenne, de simplifier drastiquement les normes de production, et de restaurer l'excellence éducative. Cela est nécessaire, mais non suffisant. Elle impose de réinventer une manière de protéger notre projet de société, notre modèle social, nos ambitions environnementales. Comme le résume l'un des grands témoins, il s'agit de redonner aux « boxeurs français » des conditions d'un combat équitable, pour qu'ils puissent à nouveau retrouver l'énergie « chasser en meute » à l'international.

Synthèse des échanges dirigés par Claire Charbit et Guillaume Basset
Rédigée par Victoria Constantini, Étudiante des Mines de Paris